

Voir la lettre en Pdf :

http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

COOP DEC Info - n°94 – novembre 2012

Lettre d'informations sur la coopération décentralisée

Pour tout problème de lecture, télécharger cette lettre en format pdf directement sur notre site www.coopdec.org

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « désinscription », votre nom et collectivité.

L'Agence COOP DEC Conseil fête ce mois-ci 10 ans d'activités et votre lettre COOP DEC Info a huit ans, le n°1 ayant été publié en novembre 2004.

Toutefois nos difficultés financières en cette fin d'année nous amènent à réfléchir à certaines évolutions.

Parmi celles-ci, la poursuite de cette publication est envisagée.

Nous recherchons activement des partenariats financiers pour poursuivre. Nous sommes à votre disposition pour en discuter.

L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » SE FAIT, DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.COOPDEC.ORG

BILLET : SOLIDARITE INTERNATIONALE VS INTERET LOCAL ?

Une jurisprudence est passée inaperçue en juin 2012 pour les acteurs de la coopération internationale : jugement de la cours d'appel de Lyon dans le procès opposant la Mairie de Valence à Mme Anne-Valérie B, M. Nicolas A **et au préfet de la Drôme**, concernant la délibération en date du 5 juillet 2010 attribuant une subvention exceptionnelle de 1 000 euros à l'association France Palestine Solidarité. **Cette cours d'appel confirmait le jugement du 30 aout 2011 annulant cette subvention :** « Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, le **conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune** ; qu'il ressort des pièces du dossier que " l'objectif général " de ces manifestations, figurant sur le programme d'organisation, était de " *contribuer à l'instauration d'une paix durable et juste au Moyen-Orient* " qui, selon la charte de l'association, " *implique la fin de l'occupation de tous les territoires envahis en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies, la création d'un Etat palestinien indépendant, souverain et viable avec Jérusalem-est pour capitale, la reconnaissance du droit au retour des réfugiés conformément à la résolution 194 votée par l'assemblée générale de l'ONU* " ; que même si la commune justifie son intervention par le caractère culturel de cette manifestation s'appuyant sur la projection de films documentaires, des conférences et lectures, par son organisation en partenariat avec des acteurs locaux associatifs, et par les circonstances que l'association aurait bénéficié de subventions d'autres collectivités territoriales et qu'elle aurait soutenu sur son territoire " *des actions culturelles similaires en lien avec le contexte euro-méditerranéen* ", le **financement de frais d'organisation de la manifestation litigieuse ne présente pas d'intérêt communal** ; »

Après l'arrêt de la cours d'appel de Paris dans le procès Marine Le Pen contre le CR Ile de France (17 nov 2009) puis l'arrêt du Tribunal administratif de Marseille du 27 avril 2010 annulant la subvention de La Penne-sur Huveauneau d'un montant de 1500 € au fonds de solidarité et d'urgence pour les collectivités locales et la population de la bande de Gaza, cette dernière jurisprudence rappelle aux collectivités et aux associations qui les sollicitent deux points :

- « L'aide au développement » a été reconnue « d'intérêt local » par la loi de 2007 mais uniquement dans le cadre d'accords de collectivités à collectivités (à l'exception des cas d'urgence) ;
- En dehors de ces accords ou d'une situation d'urgence, la subvention de solidarité internationale doit être interprétée au regard du rôle de la collectivité qui est de s'intéresser au besoin de ses résidents.

Les subventions attaquées sont actuellement principalement celles renvoyant au conflit israélo-palestinien et représentent peu au regard des 20 à 30 M€ environs de subventions attribuées par les collectivités locales à des actions de solidarité internationale. Mais d'aucuns pourront assurer que dans les prochains mois, en raison de la crise des budgets publics locaux, les contentieux ne se développeront pas en l'absence :

- d'une maîtrise accrue par les agents et les élus en charge du domaine du cadre légal précis de l'action des collectivités locales (notamment hors loi Thiollière de 2007) et de son interprétation par les tribunaux ;
- d'une définition politique plus claire de l'intérêt général local d'une politique internationale solidaire.

Les questions parlementaires répétées, sous l'influence du lobbying d'associations de contribuables, concernant l'impact local de l'action internationale hors Union européenne, doivent nous rappeler l'urgence de cette réflexion en ce mois de la Semaine de la Solidarité Internationale.

L'Agence COOP DEC Conseil apportera sa contribution à ce débat notamment par une formation juridique de deux jours organisée à partir de décembre. Voir notre rubrique formation.

Y Lechevallier - Directeur

COFINANCEMENTS INTERNATIONAUX

EUROPEAID- Appel à propositions en cours

Retrouvez l'ensemble des appels à proposition en cours sur le site d'Europeaid :

http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index_fr.htm

Le calendrier des appels à projets prévus entre 2011 et 2013 :

http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci/documents/2011-2013_-_calls_for_proposals_forecast_-_objective_1_in-country_en.pdf

Appel à projets ANE-ALD – Délégation UE au Togo

Objet : Le développement de services publics essentiels contribuant au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Montant disponible : 300 000 Euros pour la ligne budgétaire 21.03.02 Autorités Locales (AL)

Date limite des réponses : 15 novembre 2012

https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1351062138889&do=publi_detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&aet=36538&ccnt=7573876&debpub=&or derby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=133417

Consultation sur "Vers un Cadre de Development Après 2015"

La Commission Européenne a lancé une consultation publique sur le Cadre de Development Après 2015. La consultation est disponible sur le site internet d'EUROPEAID. http://ec.europa.eu/europeaid/how/public-consultations/towards_post-2015-development-framework_en.htm

Bilan et perspectives de la Facilité ACP-UE pour l'Energie

http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/documents/264a_fr.pdf

COFINANCEMENTS NATIONAUX

1^{er} appel à projets franco-chinois

Le ministère français des Affaires étrangères (MAE) et l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) ont décidé de lancer un appel à projets de coopération décentralisée en direction des collectivités françaises et chinoises. Les thèmes prioritaires de cet appel à projet sont le développement durable urbain et rural, le tourisme durable, l'action économique à l'échelle des PME/PMI, l'action sanitaire et sociale et les échanges humains. **Le dépôt des dossiers est ouvert du 1er juillet au 30 novembre 2012.** Pour déposer un dossier ou en savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/appel-a-projets-franco-chinois/>

Fonds de soutien franco-marocain : jusqu'au 31 décembre 2013

La France et le Maroc lancent un Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Les projets devront être déposés **avant le 31 décembre 2012.** Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines - l'accord portant sur le soutien conjoint à la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et marocaines. Quelques projets étudiés par le comité de sélection ont d'ores-et-déjà reçu les premières validations et feront l'objet d'une intervention des cofinancements du programme à hauteur de 60%. L'équipe technique analyse actuellement les demandes d'expertises déposées par les collectivités locales marocaines qui ne sont aujourd'hui liées avec aucune collectivité française. Prochainement, ces demandes d'expertises alimenteront la bourse à projets du portail de la coopération décentralisée.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/fonds-conjoint-franco-marocain/>

SYRIE – APPEL DU PRESIDENT DE CGLU

Dear Colleagues and Partners,

As Mayor of Istanbul and as President of UCLG, I am writing to you in view of the tragic spiral of violence that continues in Syria.

I would like to express the solidarity of the local authorities around the world with the local authorities in Syria. Our thoughts are in particular with the citizens of Damascus and Aleppo, longstanding member of our Organization. We would like to call for a halt of violence and protection of civilian lives as we are convinced more bloodshed is not the answer.

We encourage the international community to provide humanitarian aid and to deploy all necessary diplomatic means to lead to a solution. We also call local authorities around the world to collaborate within their own possibilities.

We all look forward for peace and dialogue to be restored soon in Syria and to working hand in hand towards a peaceful society meeting the aspirations of its people.

Yours sincerely,

Kadir Topba⁰- President of United Cities and Local Governments

ACTUALITE DE LA FORMATION

CNFPT – INSET

Inset Dunkerque : Stéphanie Gross - 03 28 51 32 14 - christine.jolly@cnfpt.fr

- **Itinéraire Chef de Projet Europe**
 - o **Un outil de gestion de projet européen : le cadre logique de référence**
 - 03/12/2012 au 05/12/2012- Paris

Inset Nancy : Contact : Emmanuel Thouary - 03 83 19 22 30 - emmanuel.thouary@cnfpt.fr

- **Cycle de formation professionnelle « Responsable relations internationales en collectivité »-**
 - o Nancy – date à déterminer - pré inscriptions ouvertes
- **Itinéraire Chef de Projet International**
 - o **Développer une campagne de sensibilisation et de communication autour d'un projet de coopération décentralisée.**
 - Issy les Moulineaux du 26/11/12 au 28/11/12

CNFPT Alsace Moselle : Jérémy MARTIN - 03.87.39.05.42 - jeremy.martin@cnfpt.fr

- **Les institutions Européennes à Bruxelles : débat, conférence et visite in situ**
 - o Dates à préciser : formation pour les DG et DGS de l'Inter-région Est.

Formations de l'Agence COOP DEC Conseil

Programmes et bulletin sur notre site http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php
ou sur demande : contact@coopdec.org ou formation@coopdec.org

Ces formations peuvent aussi être proposées en interne, dans votre collectivité.

NOUVEAU

« LE CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » -

Formation de 2 journées

destinée aux acteurs qui souhaitent intégrer ou dialoguer avec les collectivités engagées à l'international. L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?

Prochaines Dates :

Mardi 11 et mercredi 12 décembre 2012

Mardi 22 et mercredi 23 janvier 2013

Mercredi 13 et jeudi 14 février 2013

Mercredi 10 et Jeudi 11 avril 2013

Mardi 18 et mercredi 19 juin 2013

ou sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...), sur 1 journée

Inscription et demande d'informations : contact@coopdec.org

- **« L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » - Formation accélérée 9 jours** - 3 modules de 3 jours de formation, dispensés par des professionnels de la coopération décentralisée. Ce cursus peut être suivi en plusieurs sessions.
13,14 et 15 / 20,21 et 22/ 27,28 et 29 Mars 2013
Octobre 2013 - Dates à déterminer
- **« SAVOIR REDIGER UN CADRE LOGIQUE POUR LES APPELS A PROJETS EUROPEENS » 2 ou 3 JOURNEES –sur demande en intra**
L'approche du cadre logique et la gestion du cycle du projet se sont imposées dans les règles de gestion et de présentation des appels à projets internationaux. Cette formation permet d'en saisir les principales règles. Pour vous préparer, l'Agence COOP DEC Conseil vous propose une formation spécifique sur les procédures de l'UE.
- **« LES FINANCEMENTS DE LA COOPERATION DECENTRALISEE PAR L'UNION EUROPEENNE – PROGRAMME ANE/ALD : QUELLES OPPORTUNITES ET COMMENT Y ACCEDER ? » (1 journée) sur demande en intra**
Pour préparer votre réponse au prochain appel à projet multi pays ANE ALD, l'Agence COOP DEC Conseil vous propose une formation spécifique sur les procédures de financement de la coopération décentralisée mises en place par l'Union Européenne pour 2007-2013.
- **« MARCHES PUBLICS ET RELATIONS INTERNATIONALES» (1 journée de formation) sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...)**
L'action internationale des collectivités territoriales nécessite aujourd'hui de recourir à des marchés publics spécifiques ou d'obtenir des services des moyens généraux d'insérer des clauses particulières liées à l'activité internationale (marchés de déplacements, de traduction, d'envoi de matériel, ou de suivi local, ...). Cette formation permet de revoir les bases des marchés publics, des procédures (pour dialoguer avec le service des marchés) et étudie des marchés de collectivités afin d'adapter au mieux votre cahier des charges.
- **« ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE (ASI/ONG) : QUEL APPUI POUR QUEL INTERET ? » (journée de formation) en intra sur demande**
A travers un échange sur les pratiques des collectivités, il s'agit d'identifier d'une part, les besoins en termes d'accompagnement des acteurs locaux de solidarité internationale et d'autre part, de préciser et formaliser les différents dispositifs d'appui à ce public.

Agence COOP DEC Conseil Formation en intra – dans votre collectivité

Ces sessions sont proposées sur une demi ou une journée, en interne à la collectivité, à destination des services et des élus. Elles sont adaptées à l'historique et la structuration actuelle de la collectivité.

- **« LA GESTION FINANCIERE ET COMPATBLE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE »**
Atelier de travail adapté à chaque collectivité. Réalisé en interne, pour partager une culture commune entre service Relations internationales, service Finances, services Ressources Humaines, service des marchés,.... A partir d'une analyse préalable des pratiques internes et l'identification des difficultés principales, un atelier d'une journée permet de rappeler les différents cadres de travail juridiques et comptables. Enfin, les conditions de gestion comptable (note de frais, régie d'avance, marchés, ..) peuvent être étudiées à la demande des collectivités.
La présentation de pratiques d'autres collectivités permet de proposer de nouvelles pratiques à la collectivité. Tarif : 1495 € HT (frais de transport compris en France métropolitaine). Précisions sur demande : contact@coopdec.org
- **« SECURISATION JURIDIQUE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE »**
Différentes lois ont modifié, en 2006 et 2007, l'encadrement juridique de l'action internationale des collectivités. Cette formation est destinée à faire le point sur ce sujet, à partir d'une analyse détaillée des textes juridiques, mais aussi des jurisprudences et des rapports des Cours des comptes régionales. Sont aussi abordés, les risques de subventions aux associations ainsi que les conditions de mises en œuvre des accords de coopération (maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage / gestion de fait, ...).
Sur demande : contact@coopdec.org
- **« MISE EN PLACE D'UNE STRATEGIE DE COOPERATION DECENTRALISEE» - Comprendre l'environnement et disposer de points d'ancrage pour développer une stratégie internationale.**
Demi-journée ou journée de formation à destination des élus ou agents d'une même collectivité, réalisée dans votre collectivité et préparée en fonction de vos engagements existants.
Sur demande : contact@coopdec.org

J. 8 novembre – Carrefour de la Solidarité Internationale – CR Pays de la Loire

Nantes – Foyer JT Beaulieu à 14h. www.alcid.org

S. 10 novembre 2012, le Rézo Jeunesse & Solidarité internationale en Savoie fête ses 10 ans, à Chambéry

Site Internet : www.jeunes-solidaires73.net

V. 16 novembre : L'engagement européen de la Ville d'Aix-en-Provence l'a conduite à concevoir et piloter le projet européen EXPERT : EXpériences de Pratiques Européennes et de Relations Transversales. La manifestation a pour objectif de réunir pour la deuxième année Aix-en-Provence et six villes européennes avec lesquelles elle se trouve jumelée: Bath (Angleterre), Coïmbra (Portugal), Grenade (Espagne), Pécs (Hongrie), Pérouse (Italie) et Tübingen (Allemagne) autour de nombreux axes de travail communs. **1ère rencontre : conférence sur le vieillissement actif le 16 novembre au centre des congrès d'Aix-en-Provence**

S. 17 novembre 2012, une rencontre régionale en Nord pas de Calais sur la mobilité des jeunes en Europe et à l'international, fédératrice et festive : échange d'expériences et d'initiatives de jeunes, mise en visibilité de la politique régionale, accessibilité sociale

S. 17 novembre 2012 - Rencontres régionales de coopération internationale (12ème édition) en Région Centre

Elles se dérouleront à Tours, au Vinci autour du thème suivant : quand les cultures dialoguent.

S. 24 novembre 2012 - 2^{nde} Agora de la coopération et de la solidarité internationale en Midi Pyrénées

Toulouse – Organisées par la Nouvelle association COOP DEV Midi Pyrénées, à la CCI.

J. 28 novembre 2012 - 7e Rencontre des acteurs de la coopération et du développement durable : La construction traditionnelle, clé de l'urbanisme du futur ?

L'ARENE Île-de-France et le Conseil Régional Île-de-France organisent, la rencontre des acteurs de la coopération et du développement durable, dans l'Hémicycle du Conseil régional. Des retours d'expériences illustreront la présentation d'une étude effectuée en partenariat avec l'AFD et la DAECT/MAEE et réalisée par Nomadéis. <http://www.arenaidf.org/fr/7e-rencontre-des-acteurs-de-la-cooperation-et-du-developpement-durable-la-construction-traditionnelle-de-lurbanisme-du-futur-139.html?idProduit=369>

V. 30 novembre 2012 - 6^{èmes} Assises Franciliennes de la Coopération et de la Solidarité Internationales

Le thème central sera "Action internationale des collectivités territoriales au service du développement endogène".

S. 1er décembre : Limousin : 6ème Rencontre régionale des acteurs de la Coopération Décentralisée et de la Solidarité Internationale à l'Hôtel de Région.

5 décembre 2012 - 5èmes Assises Régionales du Développement Durable en Basse Normandie : 'L'humain au cœur du développement durable' au Centre des Congrès de Caen

Cette journée sera animée par 4 temps forts : une conférence-débat (à destination des jeunes) ; des ateliers-débats ; un buffet des rencontres et une table ronde plénière.

Informations : <http://www.region-basse-normandie.fr/index.php/batir-une-eco-region/agenda-21/assises-regionales>

11 décembre prochain, la ville de Bordeaux accueille le VIIe Table ronde des maires franco-chinois, sur le thème « Villes de demain : villes innovantes et intelligentes ».

Cette rencontre est organisée à l'initiative du Comité France Chine et de l'Institut de politique étrangère du Peuple Chinois (CPIFA), en lien avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et les villes de Bordeaux, Grenoble et Orléans.

Du 12 au 14 décembre 2012, séminaire international, réunissant la région Nord Pas de calais et ses partenaires de coopération autour des questions de décentralisation, régionalisation : état des lieux, identification de problématiques communes, réflexion croisée sur la gouvernance et l'ingénierie territoriale, les moyens et outils du développement local..

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX

A consulter : l'Agenda de la coopération décentralisée proposé par la DAECT :

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/agenda.asp>

8-9 novembre 2012 : Assises de la coopération décentralisée franco-tunisienne (Tunis)

12 et 13 novembre 2012 : 2èmes Assises de la coopération décentralisée France-Argentine,
à Biarritz et Pau : Les collectivités qui souhaitent participer à l'événement sont invitées à s'inscrire sur le site dédié aux Rencontres : www.rencontresfranceargentine.com

19 novembre 2012 : Conférence sur la coopération décentralisée franco-croate, à Rueil-Malmaison
Contact : Cités Unies France

28 au 30 novembre 2012 - Les Assises de la coopération décentralisée en Amérique centrale et à Cuba se tiendront au Nicaragua et seront accueillies par S.E. Antoine Joly, Ambassadeur de France au Nicaragua.

4-8 décembre 6ème sommet d'Africités

Construire l'Afrique par ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ? » à Dakar (Sénégal).

Informations : <http://www.africités.org/>

14-15 décembre 2012 : 4ème Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée,

organisée par la Métropole Nice Côte d'Azur - Ville de Nice. Toutes les collectivités françaises qui le souhaitent peuvent participer et/ou intervenir en choisissant entre trois ateliers :

- Les politiques territoriales de l'innovation, avec en particulier l'expérience des pôles de compétitivité
- Le développement urbain
- Les grands événements sportifs, touristiques, culturels au service de l'attractivité du territoire.

7-8 février 2013 : Culture et action internationale des collectivités territoriales, Toulouse

3 et 4 avril 2013 Troisième Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée,
Le troisième Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée se tiendra à Marseille.

1^{er} au 4 octobre 2013 : Congrès mondial de CGLU – Rabat

Thème: "Imaginer la Société, Construire la Démocratie" : centenaire du mouvement municipal international

QUESTIONS PARLEMENTAIRES ET JURISPRUDENCE

31/07/2012 - M. Lionel Tardy attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'action extérieure des collectivités territoriales. La loi n°2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite « loi Thiollière », a modifié l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales pour y préciser le cadre légal dans lequel ces collectivités et leurs groupements pouvaient, dans le respect des engagements internationaux de la France, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères. La loi a, en outre, ajouté à cet article du code général un second alinéa selon lequel « si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire ». En 2009, selon la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du ministère des affaires étrangères et européennes, les vingt-six régions, plus des trois quarts des départements et la quasi-totalité des grandes villes et des communautés urbaines étaient impliqués dans des projets de coopération internationale. Il souhaite donc s'enquérir du montant total des sommes dépensées à cet effet par les collectivités territoriales pour l'année 2011.

Voir la réponse du Ministre, rédigée par la DAECT : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-2226QE.htm>

24/07/2012 - M. Bernard Deflesselles interroge M. le ministre des affaires étrangères sur la situation politique du Mali et lui demande si, compte tenu du contexte actuel de guerre civile touchant ce pays, les actions de coopération décentralisées organisées sous l'égide de son ministère ont été, ou non, interrompues.

Voir la réponse du Ministre : <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-1636QE.htm>

24/07/2012 - M. Jean-Pierre Decool attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le fait qu'un grand nombre de collectivités territoriales ont noué, depuis la loi du 25 janvier 2007, des partenariats de coopération décentralisée, hors pays de l'OCDE, principalement avec des pays subsahariens. Il en résulte que les sommes mises à la charge des contribuables de ces collectivités deviennent de plus en plus importantes. Aussi, il lui

demande de bien vouloir lui préciser le total des sommes qui ont été affectées à cet effet par ces collectivités territoriales pendant l'année 2011.

Pas encore de réponse

Jurisprudence – Cours d'Appel de Lyon – Mr X contre ville de Valence :

Considérant que, par une délibération du 5 juillet 2010, le conseil municipal de Valence a décidé l'attribution à l'association France Palestine Solidarité d'une subvention exceptionnelle de 1 000 euros que celle-ci avait sollicitée pour " une action de sensibilisation sur la Palestine " intitulée " une semaine pour mieux comprendre " ; que par le jugement attaqué du 31 août 2011, le Tribunal administratif de Grenoble a annulé cette délibération ; (...)

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ; qu'il ressort des pièces du dossier que " l'objectif général " de ces manifestations, figurant sur le programme d'organisation, était de " contribuer à l'instauration d'une paix durable et juste au Moyen-Orient " qui, selon la charte de l'association, " implique la fin de l'occupation de tous les territoires envahis en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies, la création d'un Etat palestinien indépendant, souverain et viable avec Jérusalem-est pour capitale, la reconnaissance du droit au retour des réfugiés conformément à la résolution 194 votée par l'assemblée générale de l'ONU " ; que même si la commune justifie son intervention par le caractère culturel de cette manifestation s'appuyant sur la projection de films documentaires, des conférences et lectures, par son organisation en partenariat avec des acteurs locaux associatifs, et par les circonstances que l'association aurait bénéficié de subventions d'autres collectivités territoriales et qu'elle aurait soutenu sur son territoire " des actions culturelles similaires en lien avec le contexte euro-méditerranéen ", **le financement de frais d'organisation de la manifestation litigieuse ne présente pas d'intérêt communal ;**

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la COMMUNE DE VALENCE n'est pas fondée à soutenir que c'est à tort que par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Grenoble a annulé la délibération du 5 juillet 2010 ; <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechExpJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000026025511&fastReqId=491766979&fastPos=3>

Pour mémoire – Formation de l'Agence COOP DEC Conseil

« REGLES PUBLIQUES ET COOPERATION DECENTRALISEE » (2 journées de formation)

Mardi 11 et mercredi 12 décembre 2012 Mercredi 10 et Jeudi 11 avril 2013

Mardi 22 et mercredi 23 janvier 2013

Mardi 18 et mercredi 19 juin 2013

Mercredi 13 et jeudi 14 février 2013

ou sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...), sur 1 journée

L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?

ACTUALITE DES COOPERATIONS INTERNATIONALES SUR LE WEB

Coop'Eau Conseil - www.coopeauconseil.fr

Nouveau prestataire dans le domaine de l'AMO, appui-conseil & expertise en coopération internationale Eau

CGLU- Lancement de son nouveau site internet : www.uclg.org

Expatriation des Français - Lancement de l'enquête 2012

Près de 2 millions de nos compatriotes vivent hors de France, où ils contribuent activement au rayonnement de notre pays. Le MAE sa quatrième enquête sur l'expatriation des Français. Cette enquête vise à recueillir l'avis et les attentes des Français expatriés ou en partance pour l'étranger afin de mieux répondre à leurs préoccupations concrètes (préparation au départ, difficultés rencontrées, services consulaires, scolarisation, etc.).

Pour y participer, il suffit de se connecter au site suivant : <http://www.enquete.mfe.org>

Cette enquête, qui est anonyme, s'achèvera le 31 décembre 2012.

Bilan des financements européens

Cités Unies France a réalisé un bilan des financements européens obtenus par les collectivités territoriales françaises en tant que bénéficiaires depuis 2007. Vous pouvez télécharger ce bilan à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1616>

Bilan des Assises « Yvelines, partenaires du développement »

Cette quatrième édition s'est caractérisée par le record d'affluence qu'elle a suscité, confirmant ainsi l'intérêt que portent les acteurs yvelinois à la solidarité internationale. Ce sont plus de 550 personnes qui se sont ainsi succédé tout au long de la journée, dans l'enceinte du collège, participant au cours de la matinée à quatre ateliers thématiques aux seize ateliers organisés l'après-midi par les associations yvelinoises partenaires du Département.

<http://www.yvelines.fr/solidarite/cooperation-internationale/cooperation-decentra/les-4emes-assises-yvelines-partenaires-du-developpement/programme-de-la-journee-du-13-octobre-2012/>

PUBLICATIONS

L'ARRICOD publie le résultat de ses réflexions sur "**L'Action internationale des collectivités territoriales**", dans la collection "Idées reçues" du Cavalier Bleu, et avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD.)
Sommaire et bonnes feuilles de l'ouvrage :

http://www.lecavalierbleu.com/f/index.php?sp=liv&livre_id=351

APD 2011 – étude des déclarations des collectivités

Publication de l'Agence COOP DEC Conseil

à télécharger cette semaine sur http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/75/75_rubrique.php

700 créations d'OSIM en 2011

Publication de l'Agence COOP DEC Conseil

A télécharger cette semaine sur http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/75/75_rubrique.php

Etude des offres d'emplois – Relations internationales des collectivités – 3^{ème} trimestre 2012

Publication de l'Agence COOP DEC conseil

www.coopdec.org – rubrique Emploi

L'efficacité de la coopération européenne au niveau local (en espagnol).Amérique Latine et Pérou

<http://es.scribd.com/doc/106250765/Eficacia-Local-de-La-Cooperacion-Europea-El-caso-de-America-latina-y-Peru>

Gabriel Voisin-Fradin gabriel.voisin_fradin@yahoo.fr

Une histoire du monde global

Sous la direction de Philippe Norel et Laurent Testot – 25,4 €

Editions Sciences Humaines - Voir le sommaire :

<http://tr1.bp51.net/r5.aspx?GV1=JKYG02TXXXXX000COO001X3OA0005R0N1&mpvrs=000107EA0E20B54EC>

Mise en ligne des actes des Rencontres de la coopération décentralisée franco-mexicaine de février 2012

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1580>

"Resserrer les liens avec les diasporas"

Publication conjointe de l'AFD et de l'OCDE sur l'identification et la mobilisation des compétences des migrants pour le développement. "Resserrer les liens avec les diasporas" comprend 140 panoramas de diasporas détaillés et regroupés en 6 régions pour optimiser le potentiel des diasporas comme source de développement économique et social des pays d'origines.

A lire depuis ce lien <http://www.afd.fr/home/presse-afd/communiques>

Evaluation de la coopération décentralisée entre la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise et la Ville de Porto-Novo - Bénin

Communauté d'Agglomération Cergy Pontoise – F3E : <http://f3e.asso.fr/-Evaluation-de-la-cooperation,518-.html>

AVIS PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sur le projet de loi de finances pour 2013 (n°235),

TOME II Action extérieure de l'Etat / Diplomatie culturelle et d'influence

par M. François LONCLE Député

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/budget/plf2013/a0254-tll.asp>

MARCHES PUBLICS

La Région Picardie a lancé un **appel d'offres européen** pour « Appui technique à la mise en œuvre de deux programmes de coopération décentralisée de la Région Picardie. » - remise pour le 29 octobre 2012.

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION

Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

Si vous souhaitez informer de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mèl](mailto:contact@coopdec.org) ou par courrier.

Collectivités françaises

- ❑ **Allemagne** : jumelage signé entre Bailleul (59) et Kyritz
- ❑ **Congo** : Signature de la convention-cadre de coopération entre le Département des Yvelines et le Département de la Cuvette (Congo) Jeudi 25 octobre, Jean-Marie TETART, Vice-Président du Conseil général des Yvelines délégué à la coopération décentralisée, et Emmanuel AMBENDE, Président du Conseil départemental de la Cuvette (République du Congo), ont officiellement renouvelé pour trois ans la convention-cadre de coopération décentralisée, succédant à celle signée en 2009
- ❑ **Japon** : Signature d'une « intention de partenariat » entre Aix-en-Provence et Kumamoto
- ❑ **Maroc** : Les villes de Fès et Strasbourg (Est de la France), liées depuis 1999 par un accord de jumelage, ont convenu de renouveler leur partenariat arrivé à échéance, réitérant leur détermination à élargir davantage le champ de leur coopération décentralisée dans différents domaines.
<http://www.maghrebemergent.info/actualite/fil-maghreb/16708-maroc-france--les-villes-de-fes-et-strasbourg-decident-de-renouveler-leur-partenariat.html>
- ❑ **Québec** : Saint-Frédéric et Mareuil-sur-Belle (24) officialise leur jumelage :
<http://www.enbeauce.com/detail-actualite.asp?ID=28804>

Collectivités Etrangères

- ❑ **Algérie - Maroc**: la région marocaine Fès-Boulemane et de la wilaya algérienne Relizane viennent de signer un protocole de jumelage
- ❑ **Algérie – Turquie** : Signature d'un protocole de jumelage entre Tlemcen et Bursa
<http://www.maghrebemergent.info/actualite/fil-maghreb/16788-algerie-signature-dun-protocole-de-jumelage-entre-tlemcen-et-bursa-turquie.html>
- ❑ **Maroc – Territoires Palestiniens** : La municipalité de Rabat et (Al-Qods Acharif (Jérusalem-Est) ont signé un accord de jumelage prévoyant le développement de leur coopération,

MOUVEMENTS – NOMINATIONS - OFFRES D'EMPLOI

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 2000 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par [mèl](mailto:contact@coopdec.org) :

contact@coopdec.org

Offres d'Emplois

- ❑ **Agence d'Urbanisme de Lyon** recherche un urbaniste confirmé chargé du développement international (h/f). Renseignements : Patrice BERGER - 04.78.63.43.70 - p.berger@urbalyon.org
- ❑ **Ville d'Orsay** : Chargé de mission relations internationales et universitaires (h/f) - <http://www.mairie-orsay.fr>

Mouvements

- ❑ **Julie NUYTS** est la nouvelle Chef de Service Relations internationales de **Brest Métropole**
- ❑ **Emilie DESORMIERE** est la nouvelle attachée de coopération institutionnelle à l'Ambassade de France à Moscou. Les domaines de son secteur sont la coopération décentralisée, la coopération administrative et notamment la formation des cadres de l'administration, la formation des cadres d'entreprise (à travers un programme présidentiel), la coopération multilatérale et la coopération avec la société civile.
emilie.desormiere@diplomatie.gouv.fr
- ❑ **Albane LEVOYER** (ancienne de l'Agence COOP DEC Conseil) est désormais Chargée de mission Vie associative et Relations internationales à la Direction de la vie associative et des relations internationales de la ville d'Aubervilliers (93) rel-inter@mairie-aubervilliers.fr

- ❑ Le **Maire de Mexico, Marcelo EBRARD**, a été nommé **Président du Réseau mondial pour les villes plus sûres** (Global Network of Safer Cities, GNSC), suite au lancement officiel de l'initiative dans le cadre de la [sixième édition du Forum Urbain](#)
- ❑ Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a annoncé le 31 juillet 2012 la composition du Groupe de haut niveau chargé de donner son avis sur l'Agenda Mondial pour le Développement après 2015, date cible pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Parmi la vingtaine de personnalités qui compose ce Groupe de haut niveau, figure M. **Kadir TOPBAS, Maire d'Istanbul et Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis 6** <http://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/kadir-topbas-nomm%C3%A9-par-ban-ki-moon-membre-du-groupe-de-haut-niveau-post-omd>
- ❑ **Nouveau bureau du F3E à l'occasion de l'AG de septembre 2012 :**
 - **Fleur FERRY**, responsable relations internationales du CG Seine Maritime est élue Vice-Présidente.
 - **Rose-Marie SAINT-GERMES AKAR**, Vice-Présidente de la CA Cergy Pontoise est élue Secrétaire.

Pour info, rubrique « emploi en collectivité » sur notre site www.coopdec.org

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence COOP DEC Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités. www.coopdec.org

Agence COOP DEC Conseil – 30 rue Claude Tillier – 75012 Paris - Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 01 40 09 20 26

Pour vous [désinscrire](#), nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription ».

Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.

MERCI DE NOUS AIDER A DIFFUSER CETTE PUBLICATION